

L'ORDRE SOCIAL.

"C'est la Presse catholique qui est appelée à propager les seules doctrines religieuses et politiques qui sauveront le monde."

QUÉBEC, JEUDI, 4 AVRIL, 1850.

BRUITS DE COALITION.

On lit ce qui suit dans le *Globe* de Toronto du 26 Mars :—

"Des bruits nous viennent de tous les côtés, nous ne savons sur quelle autorité, qu'il va se former un ministère de coalition, ou en d'autres termes, comme nous comprenons ces bruits, que la majorité Canadienne-Française, et le parti de l'Eglise et de l'Etat dans le Haut-Canada, vont s'unir ensemble pour résister à l'annexion. Quant à l'aspect politique d'une telle coalition si elle a lieu, nous n'avons rien à dire; mais nous ne pouvons nous empêcher de faire ressortir un des résultats probables de cette union, en autant que la religion y est concernée, savoir: l'abandon pur et simple dans le Haut Canada, des réserves du clergé, aux différentes sectes qui en perçoivent maintenant les revenus, et la retrocession des biens des Jésuites, avec un nombre indéterminé de lois établissant des corporations catholiques romaines dans le Bas-Canada. Il est vrai que les prochaines élections générales chasseront du parlement les auteurs de ces mesures.

"Mais le mal sera fait. Les biens resteront aux corporations religieuses qui les ont obtenus et se les sont assurés; et qui probablement seront les plus zélées pour l'annexion afin de se mettre à l'abri de toute intervention relativement à ces mêmes biens auxquels la constitution des Etats-Unis empêcherait de toucher. Il devient donc nécessaire, à la vue du danger commun, pour chaque collège électoral du pays, d'exiger de son représentant avant la prochaine session du parlement, la promesse de faire tout en son pouvoir pour empêcher l'accumulation des terres du pays dans les mains des corps religieux, sous quelque prétexte et de quelque manière que ce soit, ainsi qu'aucune extension de pouvoir à toute dénomination ou communauté religieuse. Ce pays devient rapidement une espèce de propriété privée des prêtres."

L'article que nous venons de traduire est extrait du *Witness* de Montréal, journal protestant dont le fanatisme, la haine contre le catholicisme et ses institutions ne sont égales que par son ignorance et sa mauvaise foi. Nous n'aurions pas donné la moindre attention aux paroles de ce journal, si le *Globe* qui les a reproduites, ne les avait approuvées. Si nous ne nous trompons, le *Globe*, est un organe du ministère, et comme tel nous ne pouvons nous expliquer l'approbation entière qu'il donne aux observations d'un journal fanatique de la trempe du *Witness*.

Voici le commentaire du *Globe* sur l'article de l'organe des protestants du district de Montréal :—

"Ce qui précède est tiré du *Montréal Witness*. Il serait à désirer que notre confrère en se faisant l'avocat d'une aussi excellente cause que celle de l'opposition aux riches corporations religieuses, se fût abstenu de faire usage d'insinuations contre les hommes publics qui seuls peuvent remédier aux maux

dont il se plaint. Il serait à désirer pour le *Witness*, que ses amis politiques fussent aussi conséquents que M. Lafontaine et ses collègues. La supposition que ces messieurs pourraient abandonner les Réformistes du Haut-Canada qui ont combattu pour eux si longtemps, pour s'unir à des hommes qui les ont toujours abreuvés d'injures et d'insultes, est une calomnie vile et malicieuse. La considération des conséquences terribles si fidèlement peintes par notre confrère qui résulteraient de cette union, devrait l'engager à appuyer modérément et constitutionnellement la présente administration, plutôt qu'à encourager l'esprit révolutionnaire qui cherche à la renverser.

"Il inutile de dire que nous sommes entièrement d'accord avec le *Witness* sur les maux produits par les lois de corporations dont il parle. Un pays couvert de domaines appartenant à l'Eglise, surchargé par un clergé aristocrate et hautain (*Lordly high and minded priesthood*) de toutes dénominations, est vraiment à prendre en pitié. Nous nous sommes opposés à plusieurs des lois en question, et nous savons que le blâme de leur passation ne doit pas plus être déversé sur les Canadiens Français que sur plusieurs représentants du Haut-Canada qui n'ont aucune excuse à donner pour justifier leurs votes."

Comme on le voit, le *Globe*, l'organe du parti ministériel dans le Haut-Canada, et nous dirions presque celui du ministère, ne cherche nullement à déguiser ses vues au sujet des établissements religieux Catholiques du Bas-Canada. Nous n'avons pas le temps de faire de longues observations au *Globe*; nous lui dirons seulement, que si les réformistes, libéraux ou de quelque autre nom que s'appellent les partisans du ministère dans le Haut-Canada, entendent se liguier avec le *Witness* et le parti bigot et fanatique dont il est l'organe, pour gêner les arrangements religieux et sociaux des habitants du Bas-Canada; s'ils entendent s'unir aux ennemis des catholiques-romains formant les sept huitièmes de la population du Bas-Canada, pour anéantir les établissements religieux et d'éducation que cette partie de la province doit à la munificence, à la libéralité de son clergé et à ce sentiment si fort, si pur et si noble qui distingue si éminemment partout les catholiques romains, ils peuvent être certains que la majorité canadienne française les répudiera. Les ministériels du Haut-Canada doivent comprendre que la condition tacite, mais bien comprise et essentielle à toute union ou alliance de la majorité des Bas-Canadiens avec un parti politique quelconque, est qu'on laissera les Canadiens-Français maîtres chez eux, comme ces derniers laisseront leurs alliés maîtres dans leur section de la province. Sans cette condition, point d'alliance, point d'union possible entre nous. Et quand même les chefs du parti Canadien-français, accepteraient l'appui d'un parti dans le Haut-Canada, sans y apposer une semblable condition, ce qui est impossible, la majorité Canadienne Française non seulement refuserait de ratifier un traité aussi honteux, aussi dégradant, mais encore abandonnerait et vouerait à l'exécration ces chefs qui sacrifieraient ainsi tout ce qui fait justement l'honneur et la gloire du Bas-Canada.

Nous ne voulons pas pour cette fois, être trop sévère envers notre confrère du *Globe*, car nous attribuons l'écart qu'il a commis à son ignorance complète des intérêts, des besoins sociaux et de l'organisation sociale du Bas-Canada. Nous espérons donc qu'il se tiendra coi sur un sujet qu'il ne connaît pas.